



# PROFUNDAR A CRISE

OLHARES MULTIDISCIPLINARES

Alexandre Sá

Ana Teresa Peixinho

Carlos Camponez

ORGANIZAÇÃO

IMPRESA DA UNIVERSIDADE DE COIMBRA  
2012

Alain de Benoist

Diretor das revistas *Nouvelle Critique* e *Krisis*

## **AUX ORIGINES DE LA CRISE FINANCIÈRE**

On dit souvent que le capitalisme est synonyme de crise, qu'il se nourrit des crises qu'il provoque, ou encore que sa «faculté d'adaptation» est sans limites, laissant ainsi entendre qu'il est indestructible. En réalité, il faut distinguer les crises cycliques, conjoncturelles, et les crises systémiques, structurelles (comme celles qui ont eu lieu entre 1870 et 1893, puis lors de la Grande Dépression de 1929-30, ou encore entre 1973 et 1982, lorsqu'un chômage structurel a commencé à apparaître dans les pays occidentaux).

Les cycles économiques, qui ont été décrits par des économistes comme Nicolas Kondratieff (mort en 1930) ou Joseph Schumpeter (mort en 1950), s'inscrivent dans ce que l'historien Fernand Braudel appelait le temps de la «longue durée». Les cycles mis en évidence dès 1926 par Kondratieff sont des cycles de l'ordre de 40 à 60 ans, qui se décomposent en deux phases. Dans la phase ascendante, les profits sont fondamentalement générés par la production, tandis que dans la phase B, le capitalisme, pour continuer à faire augmenter les profits, doit se financiariser. Les capitaux deviennent de plus en plus des titres de spéculation sur l'avenir, perdant leur fonction d'investissements nécessaires au travail.

La phase A, caractérisée par l'invention et la diffusion d'innovations nombreuses, s'accompagne progressivement d'un excès d'investissements, réalisé pour faire face à la concurrence, ce qui provoque une hausse des prix et des taux d'intérêts, prélude à un retournement du cycle. Dans la phase B, descendante, on assiste à un endettement massif tant de la part des Etats que des ménages. Parallèlement à la suraccumulation du capital, le renforcement du pouvoir financier devient le levier déterminant de toute stratégie visant à augmenter la rentabilité du capital. Au stade final, les «bulles» spéculatives explosent les unes après les autres, le

chômage augmente, les faillites se multiplient, etc. Dans un climat de destruction générale de la valeur (élimination des stocks, fermeture des entreprises et des filières les moins rentables), l'économie se retrouve en état de déflation réelle. Le système devient alors chaotique et incontrôlable, les troubles politiques et sociaux venant encore aggraver la situation.

Nombre d'économistes pensent que nous sommes aujourd'hui dans la phase B d'un cycle entamé il y a environ 35 ans, et que la crise financière mondiale qui s'est ouverte aux Etats-Unis à l'automne 2008 est bien une crise structurelle, correspondant à une rupture de la cohérence dynamique de l'ensemble du système. Venant après les crises pétrolières de 1973 et 1979, la crise de la dette bancaire des pays en voie de développement de 1982, la crise du marché des actions et des taux d'intérêt de 1987, la récession américaine de 1991, la crise asiatique de 1997, l'explosion de la bulle des valeurs Internet de 2001, cette crise, beaucoup plus forte que les précédentes, est incontestablement la plus grave que l'on ait connue depuis les années 1930. D'autant qu'elle se déroule dans un univers désormais mondialisé.

C'est en fait à une triple crise que nous nous trouvons confrontés: crise du système capitaliste, crise de la mondialisation libérale, crise de l'hégémonie américaine.

L'explication la plus souvent avancée pour interpréter les origines de la crise actuelle est l'endettement des ménages américains par le biais des prêts hypothécaires immobiliers (les fameux «*subprimes*»). Ce n'est pas faux, mais on oublie de dire pourquoi ils se sont endettés.

L'éternel problème du capitalisme est celui des débouchés. A l'origine, le capitalisme cherchait à vendre toujours plus à des gens qu'il tendait toujours plus à priver des moyens d'acheter. D'un côté, il se félicitait de voir augmenter ses bénéfices au détriment des revenus du travail, de l'autre il voyait bien qu'en dernière analyse, il fallait bien que la consommation progresse pour que ses profits continuent d'augmenter. Or, baisser les salaires, c'est aussi faire baisser la consommation. Dans la phase fordiste, on avait réalisé qu'il ne servait à rien d'augmenter sans cesse la production si les gens n'avaient pas les moyens de l'acheter. On a donc progressivement augmenté les salaires à seule fin de soutenir la consommation. C'est de cette phase, qui a connu son apogée à l'époque des «Trente Glorieuses», que l'on est en train de sortir. Dans ce que Frédéric Lordon a appelé le «capitalisme de basse pression salariale», on abandonne

progressivement la logique fordiste, qui reposait sur l'idée qu'il fallait augmenter régulièrement les salaires afin d'alimenter et soutenir la consommation, et l'on en revient au capitalisme initial, où la répartition des revenus entre le capital et les salariés s'interprétait comme un jeu à somme nulle: tout ce qui était gagné par les uns était perdu par les autres.

Comment retrouver des débouchés quand la rentabilité des investissements tend à baisser, c'est-à-dire quand on assiste à une baisse tendancielle du taux de profit? Une première solution est l'allongement du temps de travail, mais l'augmentation de revenus qui en résulte est toute relative, d'autant que le prix de l'unité de temps travaillé n'est évidemment pas revalorisé (on doit travailler plus, mais toujours au même tarif). L'obligation de travailler plus, de travailler le dimanche, de faire des heures supplémentaires, etc., a par ailleurs des effets pervers sur la vie quotidienne: moins de loisirs, moins de temps à consacrer à sa vie familiale ou à ses enfants. Une seconde solution consiste à recourir à une main-d'œuvre à bon marché, peu qualifiée mais également peu revendicative. C'est ce qui explique pourquoi le patronat a toujours favorisé l'immigration, en considérant les immigrés comme une armée de réserve du capital permettant de peser à la baisse sur les salaires des autochtones.

La troisième solution, qui est celle à laquelle le capitalisme a eu massivement recours depuis la Deuxième Guerre mondiale, et surtout depuis les années 1980, est le crédit. Si les gens s'endettent, ils disposeront de plus de moyens et pourront donc plus consommer. Le problème, dans ce schéma de soutien à la consommation par le crédit, est évidemment que les gens sont censés rembourser leurs dettes – et qu'ils n'y parviennent plus, précisément, dès lors que leurs revenus stagnent ou diminuent. C'est l'une des composantes majeures de la crise actuelle. Aux Etats-Unis, le taux d'endettement moyen des ménages (le ratio de leur endettement total par rapport à leur revenu disponible) était en 2008 de 120 %. Le taux d'endettement a également explosé dans la plupart des autres pays occidentaux, ce surendettement s'ajoutant à la dette publique et à l'endettement des entreprises. D'où la situation explosive que l'on connaît.

Le salaire est aujourd'hui écrasé entre deux types de contraintes: d'une part, la contrainte actionnariale, et de l'autre la contrainte concurrentielle.

L'un des traits dominants du «turbo-capitalisme», correspondant à la troisième vague de l'histoire du capitalisme, est la complète domination des marchés

financiers. Cette domination donne un pouvoir accru aux détenteurs du capital, et plus particulièrement aux actionnaires, qui sont aujourd'hui les véritables propriétaires des sociétés cotées en Bourse. Désireux d'obtenir un rendement toujours plus élevé et plus rapide de leurs investissements, les actionnaires poussent à la compression des salaires et à la délocalisation opportuniste de la production vers des pays émergents où la hausse de la productivité va de pair avec de très bas coûts salariaux. Parallèlement, les entreprises tentent d'obtenir un meilleur taux de productivité en employant toujours moins d'hommes, ce qui entraîne des destructions d'emploi. L'augmentation de la valeur ajoutée profitant aux revenus du capital plus qu'aux revenus du travail, la déflation salariale se traduit par la stagnation ou la baisse du pouvoir d'achat, et la diminution de la demande solvable globale. La concurrence, de son côté, s'exprime en termes nouveaux à l'époque de la mondialisation: les délocalisations, qui mettent en concurrence les salariés des pays développés avec des hommes qui, à l'autre bout du monde, exécutent le même travail à des tarifs de *dumping* absolu, la font en effet s'exercer dans des conditions objectivement déloyales.

Le résultat final est que le salaire devient quasiment une variable d'ajustement macro-économique, et que les destructions d'emplois se multiplient. La stratégie actuelle des maîtres du Capital est donc de comprimer toujours plus les salaires, d'aggraver toujours plus la précarité du marché du travail, produisant ainsi une paupérisation relative des classes populaires et des classes moyennes qui, dans l'espoir de maintenir leur niveau de vie, n'ont d'autre ressource que de s'endetter, alors même que leur solvabilité réelle ne cesse de diminuer.

La possibilité offerte aux ménages d'emprunter pour couvrir leurs dépenses courantes ou acquérir un logement a été l'innovation financière majeure du capitalisme d'après-guerre. Les économies ont alors été stimulées par une demande artificiellement fondée sur les facilités du crédit. Outre-Atlantique, cette tendance a été encouragée depuis les années 1990 par l'octroi de conditions de crédit de plus en plus favorables, sans aucune considération de la solvabilité des emprunteurs. On a ainsi cherché à compenser la baisse de la demande solvable résultant de la compression des salaires par l'emballage de la machine à crédit. En d'autres termes, on a stimulé la consommation à travers le crédit, faute de pouvoir la stimuler par l'augmentation du pouvoir d'achat. C'était là le seul moyen, pour les détenteurs de portefeuilles

financiers, de trouver de nouveaux gisements de rentabilité, fût-ce au prix de risques inconsidérés.

D'où le surendettement pharamineux des ménages américains qui ont depuis longtemps choisi de consommer plutôt que d'épargner (les ménages américains sont aujourd'hui deux fois plus endettés que les ménages français, trois fois plus endettés que les ménages italiens). Après quoi, on a spéculé sur ces «créances pourries» par le biais de la «titrisation», qui a permis aux grands acteurs de la sphère du crédit de se décharger, en les rendant liquides, des risques d'insolvabilité de leurs emprunteurs. La «titrisation», qui est une autre des innovations financières majeures du capitalisme d'après guerre, consiste à découper en tranches, dites obligations, les prêts accordés par une banque ou une société de crédits, puis à en revendre le montant, c'est-à-dire le risque, à d'autres agents financiers appartenant au monde des fonds de placement. Il se crée ainsi un vaste marché du crédit, qui est aussi un marché du risque. C'est ce marché qui s'est effondré en 2008. L'emballlement des mécanismes du crédit, qui ont techniquement déclenché la crise aux Etats-Unis, résulte donc de la tentative du capital de maintenir la capacité de consommation du plus grand nombre alors que les salaires et les revenus du travail étaient de plus en plus mis sous pression. La crise actuelle s'est ouverte quand le crédit s'est évaporé. La mégalomanie et la cupidité inouïe des hauts dirigeants des grandes sociétés et des grandes banques commerciales ou d'affaires ont fait le reste.

Mais c'est aussi à une crise de la mondialisation libérale que l'on assiste. La transmission brutale de la crise hypothécaire américaine aux marchés du monde entier est le fruit direct d'une globalisation conçue et réalisée par les apprentis sorciers de la finance. Au-delà de sa cause immédiate, elle constitue l'aboutissement de 40 ans de déréglementation voulue par un modèle économique mondialisé selon les recettes libérales. C'est en effet l'idéologie de la dérégulation qui a rendu possible le surendettement américain, tout comme elle avait déjà été à l'origine des crises mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), argentine (2001), etc. La globalisation, en même temps qu'elle rendait possible toutes sortes de délocalisations, a renforcé l'organisation concentriques des marchés financiers autour du pôle américain. Elle permet également aux capitaux de circuler sans contrôle d'un bout à l'autre de la planète. Elle donne ainsi aux marchés financiers, eux aussi mondialisés et complètement déterritorialisés, une position dominante,

ce qui renforce la financiarisation du capital par rapport à l'économie réelle: la monnaie n'étant plus émise proportionnellement à la richesse créée (la somme des biens et des services produits), d'immenses masses financières virtuelles tournent à une vitesse croissante autour du globe à la recherche d'un investissement rentable ou d'une incarnation durable. La globalisation, enfin, a créé une situation dans laquelle les crises majeures qui se produisent en l'un ou l'autre point de la Terre se propagent désormais presque instantanément, de façon «virale» aurait dit le sociologue Jean Baudrillard, à l'ensemble de la planète. C'est pourquoi la crise américaine a touché aussi vite les marchés financiers européens, à commencer par les marchés du crédit, avec toutes les conséquences que pouvait avoir une pareille onde de choc à un moment où l'économie américaine comme celle de l'Europe étaient déjà au bord de la récession.

On ne doit pas perdre de vue, enfin, que cette crise mondiale a sa source aux Etats-Unis, c'est-à-dire dans un pays qui doit déjà faire face à un déficit budgétaire abyssal, une dette extérieure qui ne cesse de croître et un déficit commercial colossal. Depuis dix ans, l'économie américaine n'a plus pour moteur la croissance due à la production réelle, mais l'expansion de la dette et la rente monétaire résultant de la domination mondiale du dollar.

Le fait que le dollar soit à la fois une monnaie nationale et une unité de compte internationale, qui plus est libérée de tout lien avec l'or depuis 1971, a longtemps permis aux Etats-Unis d'affirmer et de faire peser leur hégémonie tout en continuant d'enregistrer des déficits colossaux. Le procédé a consisté pour les Américains à exporter systématiquement leurs titres de dettes vers des pays excédentaires. A l'avenir, l'inquiétude des grands fonds publics et privés qui, notamment en Asie, détiennent des quantités considérables de titres publics et parapublics américains (bons du Trésor, etc.), et donc autant de créances sur les Etats-Unis, sera déterminante. A l'heure actuelle, 70 % de toutes les réserves étrangères dans le monde sont constituées en dollars, cette masse n'ayant plus depuis longtemps le moindre rapport avec le volume réel de l'économie américaine. Dans les années qui viennent, il n'est pas impossible que les pays exportateurs de pétrole abandonnent peu à peu le dollar (les fameux «pétrodollars») pour l'euro. A long terme, cette situation pourrait aboutir à ce que des pays comme la Chine et la Russie postulent à des responsabilités financières internationales, voire à ce qu'ils se concertent pour concevoir un projet alternatif à l'ordre financier

international actuel. George Soros, au printemps 2008, le disait sans ambages: «Le monde fonce vers la fin de l'ère du dollar».

On assure maintenant qu'il suffirait de «réguler» ou de «moraliser» le système pour éviter ce genre de crises. Les hommes politiques parlent volontiers de «dévoiement de la finance», tandis que d'autres stigmatisent l'irresponsabilité des banquiers, laissant ainsi entendre que la crise n'est due qu'à une insuffisance de réglementation et qu'un retour à des pratiques plus «transparentes» permettrait de faire revenir sur la scène un capitalisme moins carnassier. C'est une double erreur. D'abord, parce que c'est précisément l'impuissance des politiques à faire face à la crise d'efficacité du capital qui a ouvert la voie à la libéralisation totale du système financier. Ensuite et surtout, parce que c'est ignorer que la nature même du capitalisme en fait un système étranger à toute considération «morale». «Le capital ressent toute limite comme une entrave», disait déjà Karl Marx. La logique de l'accumulation du capital, c'est l'illimitation, le refus de toute limite, l'arrondissement du monde par la raison marchande, la transformation de toutes les valeurs en marchandises, le *Ge-stell* dont parlait Heidegger.

Dans les phases de suraccumulation du capital, le renforcement du pouvoir financier devient le levier déterminant de toute stratégie visant à augmenter la rentabilité du capital. Mais au-delà de la seule finance, c'est en fait la régulation de l'économie toute entière par le seul critère du taux de profit, sans considération des facteurs humains, des emplois détruits, des vies broyées, de l'épuisement des ressources naturelles, des coûts non marchands (les «externalités négatives»), qui est mise en question par la crise financière. La cause finale de cette crise, c'est la recherche du profit financier le plus élevé possible dans le minimum de temps possible, en clair la recherche de l'augmentation maximale de la valeur des capitaux engagés à l'exclusion de toute autre considération.

Que va-t-il se passer maintenant? On le sait, depuis que les Etats ont refinancé les banques pour les empêcher de couler, le problème de la dette privée a débouché sur le problème de la dette publique. Par un effet de «dominos», la crise peut-elle entraîner à terme des défauts de paiement en chaîne de tous les agents économiques, et donc un effondrement de tout le système financier mondial? On n'en est pas encore là. Mais dans le meilleur des cas, la crise économique va durablement se maintenir, avec une récession généralisée, qui provoquera une remontée du chômage. Il devrait en résulter une baisse importante des profits,



qui se répercutera inévitablement sur les marchés et les cours de la Bourse. Contrairement à ce que certains prétendent, le sort de l'économie spéculative conditionne directement celui de l'économie réelle. Les entreprises dépendent en effet du système bancaire, ne serait-ce que pour le crédit dont elles ont besoin pour leurs investissements. Or, la crise fait que les banques, fragilisées par l'accumulation de mauvaises dettes, réduisent aujourd'hui brutalement leurs crédits (c'est le «*credit-crunch*»).

En fait, soit on «assainit» le système pour lui permettre de repartir comme avant, auquel cas la contrainte actionnariale et la contrainte concurrentielle continueront à peser à la baisse sur les salaires, et l'on assistera dès que ce sera possible à un nouveau surendettement généralisé qui aboutira à une nouvelle crise de magnitude encore plus forte, soit on met sous contrôle la dette des ménages, mais alors la consommation baissera et la croissance ralentira, ce qui représente une perspective intolérable pour le Capital. Dans le passé, ce sont les guerres qui ont permis de sortir de ce genre de situation (dans le cas de la Deuxième Guerre mondiale, ce n'est pas comme on le croit souvent le New Deal qui a sorti les Etats-Unis de la dépression et du chômage de masse, mais bien la guerre qui transforma ce pays en atelier militaire des puissances alliées). Est-ce dans cette direction que s'orientera l'Amérique pour ne pas perdre sa suprématie mondiale?

Les Etats-Unis, qui vivent à crédit depuis longtemps, ont aujourd'hui accumulé une dette publique qui excède 11 000 milliards de dollars, soit environ 36 000 dollars par habitant. S'y ajoutent 50 000 milliards de dettes privées (ménages et entreprises). Au total, chaque citoyen américain est endetté pour plus de 200 000 dollars! Ce gonflement de la dette entraîne une augmentation corrélative de la masse monétaire, alors même que le pays qui émet cette monnaie est en récession, produit moins de richesses et s'endette chaque jour un peu plus. Quant au chômage, son taux réel a déjà dépassé les 10 %, et l'on sait déjà que, malgré les réformes engagées par le président Obama, le nombre d'habitants dépourvus de toute protection sociale atteindra bientôt les 100 millions de personnes, soit un citoyen américain sur trois. Dans ce pays, où la reprise exigerait à la fois une baisse de la consommation, une augmentation de l'épargne privée et une réduction des déficits, le système bancaire est en réalité d'ores et déjà devenu quasiment insolvable.

On compare souvent cette crise à celle de 1929. Elle est en réalité plus grave, pour au moins trois raisons. D'une part, il s'agit de la première vraie crise financière mondiale (la crise de 1929, souvent présentée comme telle, était en fait limitée aux Etats-Unis et à l'Europe), son ampleur reflétant la réalité même de la globalisation qui s'est mise en place depuis l'effondrement du système soviétique. D'autre part, nos sociétés dépendent beaucoup plus de la sphère financière qu'autrefois, dans la mesure où le crédit à la consommation a été depuis les années 1980 la clé de la croissance du produit national brut (PNB). Enfin, les Etats-Unis, qui étaient encore une puissance ascendante en 1929, sont aujourd'hui sur le déclin, alors qu'ils sont l'épicentre de la crise.

L'effondrement du système soviétique a résulté dans le passé d'une crise systémique. Peut-il en aller de même du système capitaliste? Certains le pensent, tel par exemple l'économiste Immanuel Wallerstein, pour qui «nous sommes entrés depuis trente ans dans la phase terminale du système capitaliste», car le capitalisme ne parvient plus à «faire système», c'est-à-dire à retrouver l'équilibre après avoir trop dévié de sa situation de stabilité. Wallenstein va jusqu'à évoquer une période de transition comparable à celle qui a vu l'humanité européenne passer du système féodal au système capitaliste. Sans aller jusque là, ce que l'on peut dire, c'est que le système de Bretton Woods (1944) connaît actuellement sa phase terminale.

Or, en dépit des proclamations du G20, les dirigeants mondiaux persistent à faire comme si le système financier mondial était seulement victime d'une crise de croissance, d'une panne passagère, auxquelles on pourrait remédier par la mise en place d'une «gouvernance financière mondiale» se traduisant par quelques mesures de «régulation», l'injection massive de nouvelles liquidités, l'octroi de nouveaux moyens au Fonds monétaire international (FMI), une baisse des taux d'intérêt, des plans de rachat des «actifs bancaires toxiques» et des «produits spéculatifs pourris» (qui ne font que repousser en direction de l'Etat, et de la dette publique, le coût de la sortie de crise), des plans de relance des industries menacées de faillite, une mise en cause superficielle des «paradis fiscaux», etc. La façon dont ces dirigeants ont unanimement condamné le protectionnisme et affirmé que la mondialisation devait à tout prix se poursuivre, montre qu'ils n'ont nullement pris conscience du caractère systémique et historique de cette crise, qui marque aussi la faillite du projet de «nouvel ordre mondial» formulé

dans les années 1990. Ces mesures sont en outre vouées à l'échec, puisque les pays qui encourent un important déficit courant devront, pour respecter leurs engagements en matière de dette, dégager un jour ou l'autre des excédents qu'ils sont aujourd'hui incapables d'obtenir, sinon en suscitant une contraction de la demande intérieure équivalant à une récession profonde et durable, surtout lorsque leurs capacités d'exportation s'amointrissent du fait de l'affaiblissement de leur compétitivité. En réalité, il y a tout lieu de penser que les centaines de milliards de dollars ou d'euros créés ex nihilo par les banques centrales ne généreront que de nouvelles «bulles» encore plus monstrueusement nocives que les précédentes. Le risque est alors très grand que l'on crée les conditions, non d'une nouvelle croissance, mais d'une hyperinflation, censée effacer la dette mais qui, dans un climat de dépression généralisée, aboutira en fait à la mise en cessation de paiement de nombreux Etats, à l'explosion mondiale du chômage, à l'effondrement brutal possible de l'ensemble des systèmes de retraite par capitalisation (les célèbres fonds de pension), et surtout, quand les Etats-Unis seront dans l'obligation de monétariser leurs dettes colossales que l'étranger ne voudra plus financer comme il l'a fait jusqu'à présent, l'effondrement définitif du dollar.

En définitive, la crise que nous connaissons aujourd'hui n'est pas seulement une crise financière et bancaire, ni même simplement une crise économique. C'est une crise systémique du régime d'accumulation propre à la phase actuelle du capitalisme, qui marque également le point culminant de ce que l'on pourrait appeler, d'un point de vue philosophico-historique, la dialectique de l'avoir.

Ce sont là toutes les raisons pour lesquelles, à mon sens, la crise actuelle est loin d'être terminée.